

«La Suisse n'a absolument rien à gagner à entrer au Conseil de sécurité de l'ONU»

DIPLOMATIE Pour Paul Widmer, ancien diplomate, l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU est une erreur, qui risque de fragiliser durablement la position de notre pays à l'international. Interview.

PAR BAYRON.SCHWYN@ESHMEDIAS.CH

Ambassadeur de Suisse en Croatie, en Jordanie, puis au Saint-Siège. Chef de poste à Berlin, puis représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, Paul Widmer, 73 ans, a servi la diplomatie helvétique pendant près de quarante ans, avant d'enseigner les relations internationales à l'Université de Saint-Gall jusqu'en 2018. A quelques jours de l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité des Nations unies (ONU), organe onusien le plus important, ce dimanche 1er janvier, il livre un regard sans concession sur ce qui lui semble être une regrettable méprise pour notre pays. Interview.

Paul Widmer, que pensez-vous de l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU?

Ce n'est pas une décision sage pour notre pays. Si tout va bien – et je l'espère –, la Suisse sortira de ses deux ans de mandat sans dommage majeur. Notre crédibilité d'Etat neutre risque toutefois d'être gravement mise en danger.

Pourquoi?

Le Conseil de sécurité doit prendre des décisions très difficiles pour assurer la paix et la sécurité dans le monde, y compris, même si c'est rare, des mesures à caractère militaire. Si la Suisse participe à ces décisions, elle se met automatiquement dans une position délicate. Imaginez: si notre pays se prononce pour un renforce-



Paul Widmer, ancien ambassadeur et chargé d'enseignement à l'université de Saint-Gall, photographié en 2018, à Berne. KEYSTONE/PETER KLAUNZER

ment des sanctions contre l'Iran ou se positionne contre des actions de la Chine vis-à-vis de Taïwan, que penseront alors ces Etats?

Pour qu'une politique de neutralité fonctionne, il faut deux choses: être crédible et que les autres pays y croient. Si ces deux critères ne sont pas rem-

«Notre crédibilité d'Etat neutre risque d'être gravement mise en danger.»

plis, la neutralité n'a alors que peu de chance de succès. Nous sommes aujourd'hui déjà dans un contexte difficile, où le président américain, Joe Biden, et son homologue russe, Vladimir Poutine, n'estiment plus que la Suisse est neutre, car elle a repris les sanctions adoptées par l'Union européenne dans le

cadre de la guerre en Ukraine. Il ne faudrait pas empirer la situation...

La Suisse pourra toujours s'abstenir de prendre position, comme elle le fait depuis vingt ans à l'Assemblée générale de l'ONU...

Ce n'est pas comparable. La vocation du Conseil de sécurité est de prendre des décisions. Si un pays n'y consent pas, il ne fait qu'affaiblir cette instance déjà bien impuissante. Posons-nous simplement la question: est-ce que cela fait sens que la Suisse entre dans un tel organe si elle compte s'abstenir régulièrement?

En étant assise à la table des plus grandes puissances mondiales, la Suisse pourra-t-elle même parfaire sa position sur la scène internationale, non?

Non, la Suisse n'a absolument rien à gagner qu'elle ne peut déjà obtenir grâce à une participation active au sein de l'Assemblée générale de l'ONU ou à la mise à disposition de ses bons offices.

Le Conseil de sécurité est nécessaire, mais il ne fonctionne pas comme il le devrait. Malgré l'existence de cette instance,

plusieurs douzaines de guerres n'ont pas pu être évitées. Tant que ce système de sécurité collective ne fonctionnera pas, cela donne toute légitimité à la Suisse de poursuivre sa politique de neutralité.

La diplomatie suisse pense pourtant que cela pourrait ouvrir des portes à notre pays. Vous n'y croyez pas?

Non, je pense, au contraire, que cela va plutôt nous fermer des portes, alors que nous avons déjà aujourd'hui la possibilité d'exprimer notre position, notre jugement au sein de l'Assemblée générale.

«A mon sens, c'est une vaine politique de prestige. Une politique de modestie nous aurait été plus profitable.»

Jusqu'à maintenant, la Suisse a participé, avec ses bons offices, à améliorer la paix dans le monde. Elle a également su entretenir les dialogues grâce à la Genève internationale. Ces actions peuvent être parfois beaucoup plus utiles à la paix, que le fait de pouvoir se prononcer dans une enceinte, où – soyons honnêtes – la position de la Suisse sera très faible. Le vrai pouvoir au Conseil de sécurité reste dans les mains des cinq grandes puissances qui bénéficient du droit de veto (ndlr: Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie).

La Suisse pourrait justement améliorer cette instance de l'intérieur...

Il faut être réaliste. C'est illusoire de croire que les cinq pays qui ont des privilèges vont consentir à les abolir. Rien ne va changer, malheureusement. La Suisse a d'ailleurs déjà fait plusieurs propositions, mais elles n'ont jamais abouti.

Si les risques sont si grands, comment expliquez-vous la volonté des autorités suisses à intégrer le Conseil de sécurité?

A mon sens, c'est une vaine politique de prestige. Une politique de modestie nous aurait été plus profitable.

La Suisse aux côtés des grandes puissances pour deux ans à l'ONU

La Suisse deviendra dimanche pour la première fois membre du Conseil de sécurité de l'ONU à New York. Son mandat s'étendra sur deux ans et elle présidera l'organe onusien le plus important en mai prochain, puis octobre 2024.

La Suisse avait été élue en juin dernier par l'Assemblée générale de l'ONU et était associée depuis octobre aux travaux de l'organe en attendant de pouvoir voter dès janvier. La Suisse s'est préparée depuis dix ans à cette tâche, et plus concrètement depuis quelques mois.

Pendant longtemps, les oppositions à un mandat seront venues de la politique intérieure. Plusieurs acteurs, dont l'UDC surtout, s'étaient vigoureusement opposés à une élection, arguant que celle-ci affecterait la neutralité du pays. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a affirmé le contraire, à de nombreuses reprises.

De leur côté, les dirigeants de nombreux pays ont accueilli favorablement cette arrivée dans une période de tensions, où la position habituelle suisse comme intermédiaire pourrait être, selon eux, très utile.

Œuvrer à l'efficacité du Conseil

L'ambassadrice suisse à l'ONU à New York Pascale Baeriswyl a indiqué, il y a quelques jours à la presse, qu'elle s'attendait à des attaques sur cette question. Mais la Suisse se dit prête et avoir les mécanismes dont elle a besoin pour honorer son mandat. Désormais, elle va devenir l'un des 10 membres non permanents aux côtés des puissances qui s'appuient sur le droit de veto (Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne).

Parmi ses objectifs, outre la protection des populations civiles, le Conseil fédéral a décidé de mettre l'accent sur la paix durable et la sécurité climatique. Il souhaite

aussi œuvrer pour renforcer l'efficacité du Conseil, pris souvent en otage des grandes puissances. L'organe exécutif est davantage polarisé encore par la guerre en Ukraine qu'il n'a pu condamner en raison des objections russes, malgré plusieurs tentatives occidentales.

Au sein du Conseil de sécurité, la Suisse sera notamment chargée, avec le Ghana, de porter les discussions et donner les impulsions face aux tensions en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Elle devrait remplir le même rôle pour l'accès humanitaire en Syrie, thématique sur laquelle les Etats-Unis et la Russie se sont récemment opposés.

La Suisse devrait aussi faire partie du Comité des sanctions sur la Corée du Nord. Elle codirigera deux groupes d'experts dont un sur le climat et la sécurité. Et elle sera référente sur les questions de faim et des conflits. **Laurent Sierro/ATS**